

# ACCÉLÉRER LES RÉFORMES

Les réformes des subventions à l'énergie sont difficiles, mais avancent dans de nombreux pays

**LES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES** sont des mesures visant à abaisser les coûts de la consommation d'énergie. En 2015, elles s'élevaient à 6,5 % du PIB mondial, soit environ 5.300 milliards de dollars. Bien qu'elles aient de nombreux effets négatifs sur le plan de l'économie et de l'environnement et bénéficient principalement aux ménages les plus riches, leur réduction ou leur suppression se révèlent compliquées. Depuis quelques années, cependant, certains facteurs pourraient avoir fait pencher la balance en faveur des réformes : morosité de la croissance dans le sillage de la crise financière mondiale, prix de l'énergie en baisse après la forte chute observée à la mi-2014 et engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre signés par 190 pays (accord de Paris de décembre 2015).

En réalité, 32 pays au moins se sont activement employés à réformer leurs subventions depuis la mi-2014. Il s'agit pour plus de la moitié d'exportateurs de pétrole contraints de composer avec la baisse de leurs revenus pétroliers. La plupart d'entre eux affichaient des déficits budgétaires très supérieurs à ceux des importateurs de pétrole. Les préoccupations environnementales ont

été l'un des autres facteurs déclenchants dans certains pays, qui ont introduit une taxe carbone, relevé les prix de la taxe s'ajoutant aux systèmes existants ou annoncé la création de leurs propres systèmes d'échange d'émissions. Et les réformes récentes, nourries des expériences passées, devraient être plus efficaces.

D'après les chercheurs du FMI, six ingrédients sont indispensables pour la réussite d'une réforme des subventions à l'énergie, et bien des réformes entreprises récemment en ont tenu compte : un plan détaillé fixant des objectifs à long terme clairs, une communication transparente avec les parties prenantes, des hausses de prix progressives, des entreprises publiques plus rentables, des mesures de protection des plus pauvres et des mécanismes de tarification échappant à toute considération politique.

Qui plus est, les réformes des subventions énergétiques inspirées par une vision à long terme (prise en compte des problèmes environnementaux, réduction de la dépendance au pétrole, etc.) ont des chances d'être plus durables que les réformes court-termistes lancées entre autres pour réduire les déficits budgétaires résultant de la baisse des recettes pétrolières. **FD**

## Pourquoi est-il si important de réformer les subventions à l'énergie?



### Des prix justes pourraient :

Réduire les émissions mondiales de carbone de

**24 %**

Réduire les décès liés à la pollution atmosphérique produite par les combustibles fossiles de

**57 %**

Accroître de **3,5 %** le PIB mondial : les pays pourraient réduire les taxes inefficaces ou augmenter les dépenses publiques prioritaires en faveur de la santé, de l'éducation, etc.

Atténuer les **inégalités de revenu**, sachant que les subventions bénéficient essentiellement aux riches

# Quel est le bon moment?

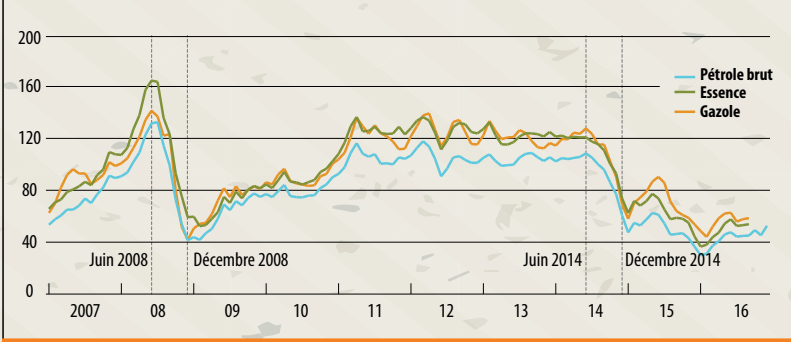
## Maintenant!

La forte chute des prix mondiaux de l'énergie observée depuis la mi-2014 est l'occasion pour les importateurs d'énergie de supprimer leurs subventions et elle accentue la pression sur les exportateurs, qui doivent aussi réformer les leurs.

### Prendre le creux de la vague

La baisse des prix des combustibles ouvre la porte à la réforme des subventions.

(prix du baril en dollars)



De plus, les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre pris en 2015 par plus de **190** pays renforcent la dynamique en faveur du changement.

# Quels types de réformes sont mis en œuvre?



Relèvement des prix fixés par les pouvoirs publics (Angola, Égypte, Ukraine)

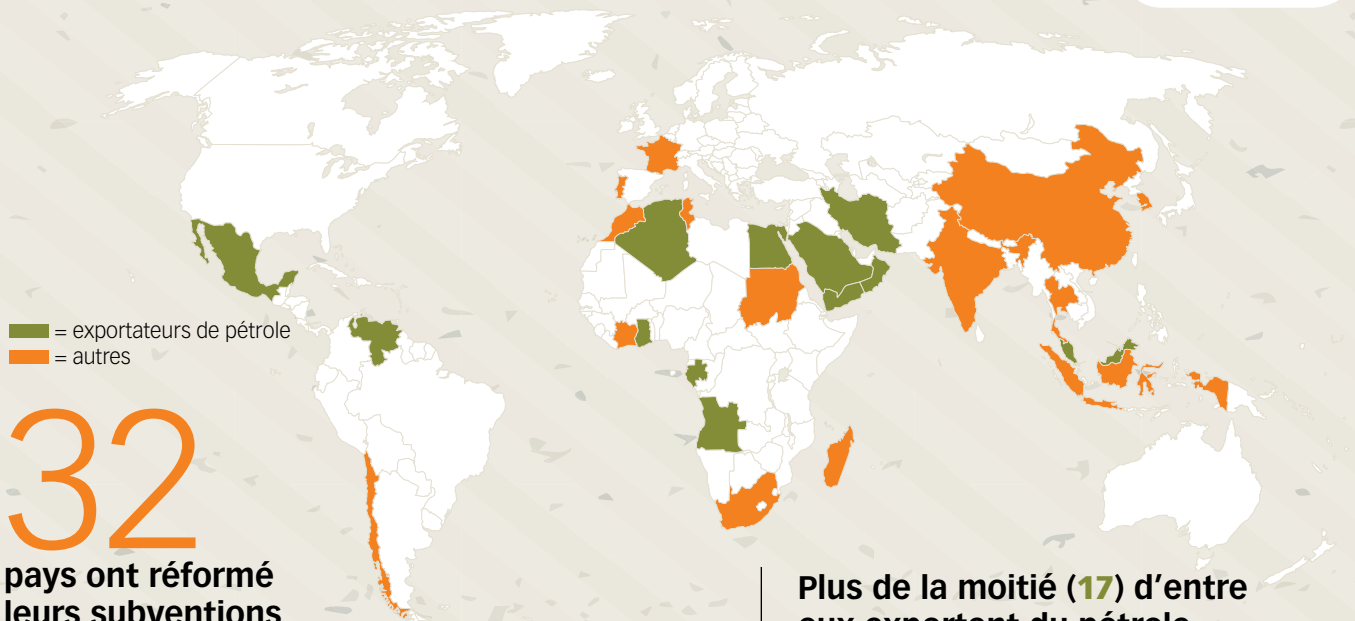


Libéralisation des prix de l'énergie ou introduction d'un mécanisme de tarification automatique (Émirats arabes unis, Inde, Madagascar)



Introduction d'un système d'échange d'émissions ou d'une taxe carbone ou relèvement des prix du carbone (Afrique du Sud, Mexique, Portugal)

# Qui réforme?



■ = exportateurs de pétrole  
■ = autres

# 32

**pays ont réformé leurs subventions depuis la mi-2014 en relevant les prix de l'énergie :**

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, France, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maroc, Mexique, Oman, Portugal, Qatar, Soudan, Thaïlande, Tunisie, Venezuela et Yémen

**Plus de la moitié (17) d'entre eux exportent du pétrole**

Préparé par **MARIA JOVANOVIĆ**, à partir des travaux d'Amyra Asamoah, Emine Hanedar et Baoping Shang, tous du Département juridique du FMI. Pour plus de détails, voir [imf.org/subsidies](http://imf.org/subsidies).